

Fiche de poste : **Référent, responsable de l'unité de contrôle de lutte contre le travail illégal et de l'appui juridique à l'IT**

Mise à jour le 13 janvier 2015

<b>Direction ou structure</b>	DIRECCTE CHAMPAGNE-ARDENNE
<b>Pôle</b>	TRAVAIL
<b>Service :</b>	Echelon régional du pôle T
<b>Localisation géographique :</b>	Châlons en Champagne
<b>Mission du service :</b>	Animation et pilotage régional des politiques du travail et de l'action de l'inspection du travail Mise en œuvre des actions régionales de politique du travail relatives aux relations de travail, à la négociation sociale, aux conditions de travail et à la santé sécurité au travail
<b>Effectifs et moyens ;</b>	Service composé de 18 agents (cible) :  1 Directeur Régional Adjoint chef du Pôle - 1 Adjoint au chef de pôle - 4 Directeurs Adjoint ou inspecteurs du travail (Relations du Travail/Référent juridique –Référent Santé Sécurité-Référent agricole et Transport- Référent LTI) – 1 Médecin Inspecteur du Travail – 3 Ingénieurs ou techniciens de prévention - 1 gestionnaire en appui au pilotage - 3 assistantes - 4 agents de contrôle (URAC LTI)

<b>Poste :</b>	Référent, Responsable de l'URAC LTI et de l'appui juridique à l'inspection du travail
<b>Catégorie :</b>	A
<b>Programme (BOP) :</b>	111
<b>Affectation fonctionnelle :</b>	Sous l'autorité directe du chef de Pôle T

<b>Domaine métier :</b>	Conception, promotion et mise en œuvre des politiques et dispositifs
<b>Métier :</b>	B 20 Responsable de pôle « contrôle »
	C70 Chargé de l'appui juridique C30 <i>chargé de l'appui ressources</i> méthodes de l'inspection du travail
<b>Activités</b>	<p><b>1. En qualité de référent régional LTI, il pilote la politique de lutte contre le travail illégal et anime l' URAC LTI (unité régionale d'appui et de contrôle)</b></p> <p>Placée sous l'autorité hiérarchique du chef de pôle T, il organise le fonctionnement et l'encadrement de l'unité régionale URAC LTI, pour assurer des missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'appui méthodologique et technique dans la mise en œuvre d'une politique régionale de lutte contre le travail illégal,</li> <li>- d'appui au contrôle de proximité aux agents de contrôle des UC, en cohérence avec les organisations locales fixées par les RUC et RUT,</li> <li>- d'appui aux unités territoriales dans la préparation et la participation aux réunions du CODAF, la préparation et la réalisation d'actions concertées avec l'URSSAF et la MSA</li> </ul> <p>Il participe ponctuellement aux actions de contrôle menées dans le cadre des sollicitations faites par les agents de contrôle, les RUC, les RUT ou de la programmation régionale, annuelle.</p> <p>Il apporte une contribution dans l'élaboration du diagnostic « travail illégal » et dans la définition des actions spécifiques notamment celles du BOP 111</p> <p>Il intervient ponctuellement dans le cadre d'actions définies au niveau régional ou national : séminaires, contrôles ciblés, réunions de coordination avec les partenaires de la DIRECCTE, campagnes d'information, etc...</p> <p>Il facilite le partenariat en matière de lutte contre le travail illégal, notamment au travers des conventions de coopération URSSAF-MSA, convention de coopération franco-belge, conventions de prévention avec les branches, etc.</p> <p>Par délégation du chef de pôle, il pilote et appuie les UT dans la conduite de contrôle et de prévention, en matière de lutte contre le travail illégal.</p> <p>Il assure, en concertation avec le chef de pôle, l'encadrement de l'équipe de l'unité de contrôle de travail illégal.</p> <p>Sous l'autorité du chef de pôle il contribue aux missions du service et en particulier l'appui juridique et la suppléance du traitement des recours hors santé et sécurité</p>

	<p><b>2. Assure l'appui technique, juridique et méthodologique aux RUC et agents de contrôle</b></p> <p>Il assure la suppléance du traitement des recours (hors santé et sécurité) et l'appui juridique dans les domaines des politiques du travail,</p> <p>Il concourt à l'optimisation de l'accès des agents de contrôle à l'information utile, et contribue à l'analyse qualitative des « productions » des Unités de contrôle et des sections</p> <p>Il relaie l'information de et vers l'administration centrale</p> <p>Il assure la veille juridique et la diffusion de l'information juridique, notamment jurisprudentielle, en coopération ou en complémentarité avec le référent juridique</p> <p>.</p>
<b>Compétences</b>	<p>Connaître l'environnement institutionnel, économique et social et les institutions partenaires,</p> <p>Connaître l'organisation, les missions, le fonctionnement et les conditions d'intervention des services d'inspection du travail,</p> <p>Connaître de façon experte, la législation en matière de lutte contre le travail illégal</p> <p>Connaître les outils informatiques liés au métier de l'inspection du travail et à son pilotage</p> <p>Savoir animer une équipe</p> <p>Connaître les modalités de gestion des ressources humaines dans l'administration,</p> <p>Sens de l'organisation et de l'initiative</p> <p>Sens des relations humaines</p> <p>Capacité d'écoute et de négociation</p> <p>Connaître l'organisation et la procédure judiciaire</p> <p>Capacité à piloter un travail partenarial</p>

**Rubriques additionnelles en cas de mise à la vacance du poste :**

<b>Corps / Grade / Profil de recrutement :</b>	Directeur adjoint du travail, Inspecteur du travail expérimenté		
<b>Situation du poste</b>	Vacant au 1 <sup>er</sup> janvier 2015		
<b>Contacts :</b>	<b>Qualité :</b>	<b>☎ :</b>	<b>@ :</b>
Brigitte Karsenti	Chef du pôle T	0326662988	brigitte.karsenti@direccte.gouv.fr